



CONTRAT DE CONCESSION

CONCESSION DE SERVICE

Concession pour exploitation cafétéria

Groupement Hospitalier de Territoire du Centre Manche
715 RUE HENRI DUNANT
BP 65509
50009 SAINT LO

SOMMAIRE

1 - Identification des parties au contrat.....	4
2 - Préambule	4
3 - Dispositions générales	4
3.1 - Nature du contrat.....	4
3.2 - Objet du contrat.....	4
3.3 - Périmètre de la concession.....	5
3.4 - Engagements du concessionnaire	5
3.4.1 - Missions et obligations du concessionnaire	5
3.4.2 - Exclusivité	6
3.4.3 - Période de tuilage.....	6
3.5 - Engagements de l'autorité concédante	7
3.6 - Pièces contractuelles.....	7
3.7 - Durée et prise d'effet du contrat.....	7
3.8 - Cession du contrat.....	8
4 - Moyens humains affectés à la concession.....	8
4.1 - Personnel du concessionnaire	8
4.2 - Conditions de travail.....	8
4.3 - Formation du personnel	9
5 - Moyens matériels affectés à la concession.....	9
5.1 - Inventaire des biens	9
5.2 - Moyens immobiliers mis à disposition du concessionnaire.....	9
6 - Conditions d'exploitation	9
6.1 - Modalités d'exploitation	9
6.1.1 - Principes généraux.....	9
6.1.2 - Modalités de fonctionnement et services aux usagers.....	10
6.1.3 - Règlements et affichage.....	10
6.2 - Continuité du service.....	11
6.3 - Entretien courant et maintenance	11
6.4 - Amélioration et modernisation	11
6.5 - Mise en conformité.....	12
7 - Conditions financières et fiscales	12
7.1 - Rémunération du concessionnaire.....	12
7.2 - Charges d'exploitation	12
7.3 - Evolution des tarifs	12
7.4 - Redevances versées à l'autorité concédante.....	13
8 - Suivi et contrôle de la concession.....	13
8.1 - Rapport annuel d'information à l'autorité concédante.....	13
9 - Responsabilités - Garanties - Assurances.....	13
9.1 - Responsabilité de l'autorité concédante	13
9.2 - Responsabilité du concessionnaire	13
9.3 - Assurances.....	14
9.3.1 - Obligation d'assurance	14
9.3.2 - Information de l'autorité concédante	14
10 - Sanctions.....	15
10.1 - Pénalités	15
10.2 - Pénalité pour travail dissimulé	15
10.3 - Mesures d'urgence	15
10.4 - Déchéance	15

11 - Résiliation du contrat.....	16
11.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général.....	16
11.2 - Résiliation en cas de dissolution, redressement et liquidation judiciaire.....	17
11.3 - Résiliation pour force majeure	17
11.4 - Autres cas de résiliation.....	18
12 - Fin du contrat	18
12.1 - Faits générateurs.....	18
12.2 - Continuité du service en fin de contrat	18
12.3 - Personnel du concessionnaire	19
13 - Dispositions diverses.....	19
13.1 - Règlement des litiges et langues.....	19
13.2 - Notification, élection de domicile	19
13.3 - Traitement des données à caractère personnel	20
14 - Pièces annexes	20
15 - Signature.....	20

1 - Identification des parties au contrat

Entre les soussignés

Nom de l'organisme : Centre hospitalier mémorial France Etats-Unis, ci-après désignée « l'autorité concédante »,

ET

Nom du concessionnaire :

Adresse

.....

Courriel ¹

Numéro de téléphone

Numéro de SIRET

Code APE

Numéro de TVA intracommunautaire

Représenté par

Agissant en qualité de

Ci-après désigné « le concessionnaire »

Il est convenu ce qui suit :

2 - Préambule

Le centre hospitalier, en tant que propriétaire des lieux, met à disposition sur son domaine public, des locaux en vue de l'exploitation d'une cafétéria et d'un point presse ouvert au public (patients, visiteurs, etc.) et aux professionnels de l'établissement.

Les locaux mis à disposition du bénéficiaire, dans le cadre de cette convention d'occupation du domaine public, sont exclusivement affectés à la vente de produits de restauration rapide, confiseries, boissons chaudes et fraîches, de presse (journaux, magazines, livres) et autres produits divers (papèterie, cadeaux, nécessaires de toilette, etc.).

La vente de boissons alcoolisées n'est pas autorisée.

3 - Dispositions générales

3.1 - Nature du contrat

Le présent contrat est une concession de service, telle que définie aux articles L. 1121-1 et L. 1121-3 du Code de la commande publique.

3.2 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Contrat de concession concernent :

Concession pour exploitation cafétéria

Cette convention a pour objet de fixer les modalités selon lesquelles le centre hospitalier autorise le bénéficiaire à disposer des espaces et du matériel déterminé ci-après afin d'y exploiter une cafétéria et un point presse ouverts au public.

Elle précise les contraintes générales et/ou particulières concernant l'utilisation des locaux et des matériels accessoires, et définit les conditions relatives à l'exploitation et au fonctionnement du service

(1) Mention indispensable pour être tenu informé des modifications et des correspondances relatives à ce dossier.

attendu qui doivent être respectées par le bénéficiaire.

Les locaux mis à disposition sont situés dans le hall principal du centre hospitalier, 715, rue Henri Dunant à Saint-Lô.

L'autorisation d'exploitation porte sur les activités suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Restauration rapide sur place et à emporter, confiserie et boissons non alcoolisées
- Vente de presse et petits objets divers selon liste annexée à la présente convention

Elle est accordée pour une entreprise dûment constituée et enregistrée à la Chambre de Commerce et/ou au Registre des Métiers.

Lieu(x) d'exécution :

Centre Hospitalier Mémorial France Etats-Unis

715, rue Dunant

50009 Saint-lô

3.3 - Périmètre de la concession

Le périmètre de la concession est le suivant :

Les espaces mis à disposition du bénéficiaire, d'une surface totale de 95 m² sont répartis comme suit (plans en annexe) :

- espace de restauration d'environ 35 m²
- espace de vente d'environ 35 m²
- espaces de stockage et préparation d'environ 25 m²

3.4 - Engagements du concessionnaire

3.4.1 - Missions et obligations du concessionnaire

Dans le cadre du présent contrat de concession, le concessionnaire s'engage à réaliser les missions suivantes, déterminées par l'autorité concédante :

- Modalités techniques d'exploitation

Le bénéficiaire est tenu de respecter et de maintenir les espaces mis à sa disposition dans un état de propreté irréprochable.

Il a en charge le nettoyage, l'entretien et la maintenance du matériel d'exploitation, le nettoyage de la totalité du sol des locaux mis à disposition, l'entretien des vitres intérieures. Le bénéficiaire doit fournir les contrats d'entretien éventuellement souscrits.

Le bénéficiaire doit tenir informé le centre hospitalier de tout dysfonctionnement. Il veillera au respect de la sécurité et de l'hygiène des parties communes ouvertes au public.

Le bénéficiaire doit par ailleurs prendre toutes les dispositions pour assurer les conditions d'hygiène et de sécurité dans le cadre de la réglementation applicable à sa profession.

Le bénéficiaire permettra à tout moment l'accès de ses locaux pour assurer l'entretien et la vérification des installations concernant la sécurité des personnes et des biens.

- Approvisionnements

Les conditions de circulation des marchandises et d'évacuation des déchets seront précisées par le centre hospitalier et le bénéficiaire sera tenu de les respecter.

Aucun objet ne peut être stocké dans les circulations et dégagements.

- Contrôles qualité

Le bénéficiaire est tenu de procéder, à ses frais, aux contrôles par la législation et la réglementation en vigueur. Il en rendra compte au centre hospitalier.

- Respect des obligations en matière d'hygiène et de sécurité alimentaire

Le concessionnaire est tenu de respecter scrupuleusement les réglementations en vigueur dans le domaine de l'hygiène et de la sécurité alimentaire et de l'information faite aux consommateurs.

Une attention particulière est portée sur les émanations d'odeurs de cuisine qui ne doivent pas être perçues dans la circulation bordant les locaux mis à disposition.

- Qualité des prestations : Les prestations proposées doivent être de qualité qu'il s'agisse du service, de l'accueil réservé aux usagers ou des produits destinés à la vente.

- Produits proposés

Une attention particulière sera portée sur le pourcentage des produits proposés issus de l'agriculture biologique ou raisonnée, de circuits courts et du commerce équitable.

Le concessionnaire est entièrement responsable de l'exécution de ses missions, tant à l'égard de l'autorité concédante que des usagers et des tiers.

Il est tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour assurer la sécurité, la qualité et la continuité du service public, ainsi que l'égalité des usagers, et ce conformément à la réglementation en vigueur. Il est également tenu de prendre toutes les mesures propres à garantir la sécurité de son personnel ainsi que de souscrire des contrats d'assurances qui couvrent les différents risques correspondant aux activités relevant du champ du présent contrat.

Le concessionnaire fait son affaire de tous risques et litiges pouvant résulter des missions exercées au titre du contrat, sans que les conséquences indemnitaires pouvant en résulter ne puissent être mises à la charge de l'autorité concédante. Par conséquent, la responsabilité de l'autorité concédante ne pourra être recherchée à l'occasion d'un litige, sauf faute exclusive avérée de celle-ci.

3.4.2 - Exclusivité

Le présent contrat confère au concessionnaire l'exclusivité de l'exploitation dans le périmètre défini et durant toute la durée du contrat.

3.4.3 - Période de tuilage

Il est prévue une période de « tuilage » comprise entre la date de prise d'effet du contrat, correspondant à la date de sa notification au concessionnaire, et la date de prise d'effet de la concession, correspondant à la date de début d'exploitation du service par le concessionnaire.

Le concessionnaire ne bénéficie d'aucune recette particulière liée au service pendant cette période, durant laquelle il doit se conformer aux obligations suivantes :

Personnel

Le concessionnaire doit disposer de tous les moyens humains, en quantité et compétences, nécessaires à la parfaite gestion du service à la date de prise d'effet de la concession.

Le personnel affecté au service comprend notamment les salariés employés par le précédent exploitant et dont les contrats de travail ont, le cas échéant, été transférés au concessionnaire en application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Préparation technique

Le concessionnaire prend toutes dispositions pour assurer la parfaite continuité du service à la date de prise d'effet de la concession.

Il prend connaissance approfondie du service au travers :

- des documents de la consultation préalable à l'attribution du présent contrat ainsi que de ceux qui lui sont, éventuellement, remis pendant la période de tuilage ;
- de visites des installations qu'il pourra solliciter auprès de l'autorité concédante ;
- de questions qu'il pourra adresser à l'autorité concédante.

Reprise des contrats en cours à la date d'effet de la concession

Au cours de la période de tuilage, le concessionnaire indique à l'autorité concédante l'option qu'il retient

pour les contrats en cours à la date d'effet du contrat et concernant l'exploitation du service :

- soit la reprise des contrats ;
- soit la non-reprise de ces contrats, qui restent à la charge du concessionnaire sortant ou de l'autorité concédante si elle en est signataire. Dans ce cas, le concessionnaire entrant prend toutes dispositions pour assurer une parfaite continuité de l'exploitation.

Autorisations

Dès la date de notification du contrat, le concessionnaire recense les autorisations en vigueur concernant l'exploitation et les arrêtés de voirie pour intervention sur le domaine public qui sont détenus par le concessionnaire sortant et par l'autorité concédante. Il réclame sans délai les autorisations et arrêtés dont il a eu connaissance et dont il n'a pas déjà copie.

Plan de reprise du système d'information

Dès la date de notification du contrat, le concessionnaire prépare un document décrivant en détail le programme de mise en place et de reprise du système d'information, décrivant l'ensemble des activités, procédures et organisations à mettre en œuvre pour assurer la continuité du système d'information. Ce document est remis à l'autorité concédante au plus tard deux mois après le début de la période de tuilage.

Contentieux, sinistres et litiges

Le concessionnaire est informé des contentieux, sinistres et litiges en cours relatifs à l'exploitation du service et se substitue, le cas échéant, au concessionnaire sortant pour les contentieux qui le nécessitent.

3.5 - Engagements de l'autorité concédante

L'autorité concédante ne saurait mettre en œuvre une activité se rapprochant de celle déléguée. Elle assure la protection de l'exclusivité des missions confiées au concessionnaire.

L'autorité concédante prend, pour sa part, les engagements suivants :

Pendant la durée d'exploitation des espaces occupés, sans préjudice du contrôle exercé par les services compétents, le centre hospitalier se réserve la possibilité d'exercer notamment un contrôle de l'entretien, un contrôle hygiénique et sanitaire ainsi qu'un contrôle du respect des prescriptions de sécurité.

Ces contrôles pourront être exercés à tout moment.

3.6 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du contrat de concession sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- Le contrat de concession et son annexe financière

Rempli et signé par une personne ayant le pouvoir d'engager la société

3.7 - Durée et prise d'effet du contrat

Le contrat de concession est conclu pour une période initiale de 12 mois.

Le contrat de concession prend effet à compter du 01/04/2026. Son échéance est fixée au 01/04/2027.

Le contrat de concession est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 4. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 60 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par l'autorité concédante au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du contrat de concession. Le concessionnaire ne peut pas refuser la reconduction.

3.8 - Cession du contrat

Le concessionnaire ne peut, sous peine de déchéance, céder totalement ou partiellement la concession.

4 - Moyens humains affectés à la concession

4.1 - Personnel du concessionnaire

Le concessionnaire recrute et affecte au fonctionnement du service le personnel, en nombre et en qualification, nécessaire à la bonne exécution des missions confiées. Il gère librement le personnel d'exploitation qui lui est propre, et procède sous sa seule responsabilité à toutes les opérations d'embauche, de mutation ou de licenciement.

Le concessionnaire doit tenir à jour la liste des salariés (en contrat à durée déterminée ou indéterminée) affectés à la concession avec mention de leur statut, qualification, fonction et rémunération. Une liste actualisée du personnel est jointe dans le cadre du rapport annuel remis à l'autorité concédante. Par ailleurs, le concessionnaire transmet à l'autorité concédante un organigramme mis à jour à chaque modification de l'équipe dédiée à l'exploitation du service, et doit à tout moment être en mesure de communiquer les informations relatives à l'organisation du service.

Le bénéficiaire recrutera et affectera à la cafétéria le personnel en nombre et en qualification nécessaire à sa bonne exploitation.

A ce titre, un état du personnel, communiqué par le concessionnaire sortant, est donné à titre indicatif pour permettre au concessionnaire d'évaluer l'impact de l'obligation de reprise du personnel. Cet état est toutefois susceptible d'évoluer avant la notification du présent contrat.

Le centre hospitalier peut à tout moment alerter par écrit le bénéficiaire sur la situation ou le comportement de tel ou tel membre du personnel qui ne lui paraîtrait pas compatible avec l'activité des espaces occupés.

Par ailleurs, le bénéficiaire s'engage à respecter l'ensemble de la réglementation du droit du travail. Le bénéficiaire peut recourir à du personnel en insertion.

Dans un délai de 30 jours à compter de l'entrée en vigueur du contrat de concession, le concessionnaire communique à l'autorité concédante le statut applicable à son personnel (convention collective ou accord d'entreprise).

A l'entrée en vigueur du contrat de concession, et conformément aux dispositions des articles L. 1224-1 et suivants du Code du travail relatifs au transfert du contrat de travail lorsque survient une modification de la situation juridique de l'employeur, le concessionnaire s'engage à reprendre le personnel affecté, à temps complet ou à temps partiel, au fonctionnement du service concédé.

A ce titre, un état du personnel, communiqué par le concessionnaire sortant, est donné à titre indicatif pour permettre au concessionnaire d'évaluer l'impact de l'obligation de reprise du personnel. Cet état est toutefois susceptible d'évoluer avant la notification du présent contrat.

4.2 - Conditions de travail

Le concessionnaire est tenu d'exécuter le contrat de concession dans le respect des dispositions législatives et réglementaires relatives aux conditions de travail des salariés. Il est seul responsable de l'application des conditions de travail, notamment des règles relatives à la santé et la sécurité des travailleurs.

Le concessionnaire doit également être en mesure de justifier à tout moment du respect des dispositions légales et réglementaires prohibant le recours au travail dissimulé, ainsi que du respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail.

En application de l'article L. 8222-6 du code du travail, lorsque l'autorité concédante est informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du concessionnaire au regard des formalités précitées, le concessionnaire est immédiatement enjoint de faire cesser sans délai cette situation. Le concessionnaire est tenu d'apporter à l'autorité concédante la preuve qu'il a mis fin à la situation

délictuelle, dans un délai de deux mois. A défaut, le contrat pourra être rompu sans indemnité aux frais et risques du concessionnaire.

4.3 - Formation du personnel

Le concessionnaire s'engage à assurer la formation continue de son personnel afin qu'il dispose de la qualification lui permettant d'assurer dans les meilleures conditions les fonctions et les missions dont il a la charge, et de mener à bien l'exécution du présent contrat.

5 - Moyens matériels affectés à la concession

5.1 - Inventaire des biens

Un état des lieux contradictoire et un inventaire seront réalisés par un représentant du centre hospitalier en présence du bénéficiaire préalablement au commencement d'exécution de la convention et à la fin de la période d'occupation. L'état des lieux d'entrée sera annexé à la présente convention.

L'inventaire quantitatif et qualitatif des biens est établi contradictoirement entre les parties dans un délai maximal de 30 jours à compter de la date de notification du contrat de concession. Il précise notamment la situation juridique des biens ainsi que leur état, et doit permettre d'en suivre l'évolution.

Les parties disposent d'un délai de 30 jours à compter de la date d'entrée en vigueur du contrat de concession pour apporter tout complément ou correctif quant au contenu de cet inventaire.

Le concessionnaire tient à jour l'inventaire des biens pendant toute la durée du contrat de concession. Cet inventaire est mis à jour par le concessionnaire dans le cadre de la remise du rapport annuel.

L'inventaire mis à jour tient compte, s'il y a lieu :

- des nouveaux ouvrages, équipements et installations achevés ou acquis depuis l'inventaire initial ou sa dernière mise à jour ;
- des évolutions concernant les ouvrages, équipements et installations déjà répertoriés à l'inventaire dans son dernier état (renouvellement, dégradation...) ;
- des ouvrages, équipements et installations mis hors service, démontés ou abandonnés ;

5.2 - Moyens immobiliers mis à disposition du concessionnaire

L'autorité concédante met à la disposition du concessionnaire les biens immobiliers suivants :

- espace de restauration d'environ 35 m²
- espace de vente d'environ 35 m²
- espaces de stockage et préparation d'environ 25 m²

6 - Conditions d'exploitation

6.1 - Modalités d'exploitation

6.1.1 - Principes généraux

Le concessionnaire s'engage à assurer la sécurité, le bon fonctionnement et la continuité du service. Il dispose d'une liberté pour l'organisation de son exploitation, sous réserve toutefois du respect des principes d'égalité et de continuité du service public, des prescriptions du présent contrat ainsi que de toutes les prescriptions que l'autorité concédante pourrait à tout moment imposer en considération de la préservation de l'intérêt général. L'autorité concédante conserve un droit de visite et de contrôle à tout moment des ouvrages et de leurs équipements.

Le concessionnaire est seul responsable et fait son affaire de l'ensemble des risques et litiges liés à

l'exploitation de ses activités et de leurs conséquences. Il se substitue à l'autorité concédante dans toute action qu'un tiers pourrait tenter à raison du fonctionnement du service concédé.

Le concessionnaire veille à ne rien faire ni laisser faire qui puisse avoir pour conséquence d'entraîner la dépréciation des ouvrages, équipements et biens, la diminution du rendement ou la cessation d'exploitation, même provisoire, du service concédé.

Le concessionnaire s'engage, pendant la durée du contrat de concession, à accomplir toutes études nécessaires et à proposer la mise en œuvre de toutes actions utiles à l'amélioration et au développement des équipements.

D'une manière générale, le concessionnaire a pour mission, dans les limites du périmètre concédé :

- D'obtenir des autorités compétentes l'ensemble des autorisations, homologations, certifications, agréments, déclarations nécessaires à l'organisation des activités prises en charge ;
- D'assurer l'exploitation du service, la gestion administrative, technique, commerciale et financière des équipements, l'entretien, les contrôles et le nettoyage ainsi que la maintenance de l'ensemble des équipements ;
- D'accueillir les usagers, garantir leur sécurité, organiser et coordonner les activités gérées et leur surveillance dans les conditions réglementaires en vigueur.

6.1.2 - Modalités de fonctionnement et services aux usagers

Les modalités de fonctionnement et les services rendus aux usagers sont les suivants :

Ouverture du lundi au vendredi de 7h30 à 18h30

Ouverture samedi, dimanche et jours fériés de 11h00 à 18h30

6.1.3 - Règlements et affichage

Le règlement intérieur est élaboré par le concessionnaire et approuvé par l'autorité concédante. Il est affiché par les soins du concessionnaire aux divers accès de l'équipement, à la vue de tous les usagers.

En cas de révision, il est adressé à l'autorité concédante pour approbation préalable. Toute modification du règlement intérieur ne peut intervenir que par une décision expresse de l'autorité concédante, sur proposition motivée du concessionnaire.

Le règlement fixant les conditions de sécurité et d'évacuation est soumis aux mêmes dispositions d'approbation et d'affichage que le règlement intérieur.

Le concessionnaire informe les usagers de la faculté qui leur est offerte de prendre connaissance du règlement intérieur et d'exprimer leur avis (cahier, site internet le cas échéant) sur le service rendu. Il doit, par les moyens appropriés, veiller au respect du règlement intérieur par les usagers, ainsi qu'éviter tout agissement de tiers ou d'usagers qui pourraient entraîner la dégradation des ouvrages, matériels et équipements du service (vandalisme, effraction...).

- Diffusion d'images et ambiance sonore :

Le bénéficiaire est autorisé à diffuser de images (télévision, vidéos) et/ou une musique d'ambiance sous réserve de limiter la diffusion sonore à l'enceinte des locaux mis à disposition et de faire le nécessaire en matière de droits de diffusion et de droits d'auteur.

- Communication :

Les cartes, documents promotionnels et affichages divers liés à l'exploitation des espaces occupés ainsi que la signalisation intérieure de l'ensemble des espaces sont à la charge du bénéficiaire et devront être soumis à la validation du centre hospitalier.

6.2 - Continuité du service

Le concessionnaire est tenu d'assurer la continuité du service qui lui est confié. Toute interruption dans l'exploitation, pour quelque cause que ce soit, doit être signifiée dans l'heure à l'autorité concédante.

Le concessionnaire est exonéré de sa responsabilité en cas d'interruption du service dans les cas suivants :

- Destruction de tout ou partie des ouvrages sans cause ou raison imputable au concessionnaire ;
- Arrêt du service dû à un manquement de l'autorité concédante et présentant pour le concessionnaire un cas de force majeure ;
- Événement extérieur, indépendant de la volonté du concessionnaire et imprévisible qui rend l'exécution du contrat de concession impossible ;
- Fait de grève, étranger à la politique sociale du concessionnaire.

Dans les cas visés ci-dessus, les parties conviennent de se rencontrer dans les plus brefs délais, afin d'étudier l'impact de l'interruption de service sur l'équilibre économique général du contrat.

Toute interruption non justifiée d'une durée supérieure à 24 heures donnera lieu à l'application d'une pénalité, hors cas exonératoires de responsabilité du concessionnaire stipulés ci-dessus.

6.3 - Entretien courant et maintenance

Le concessionnaire est responsable, à ses frais, du nettoyage, de l'entretien courant et de la maintenance (préventive et curative) des ouvrages, équipements et matériels nécessaires à l'exploitation du service de manière à maintenir, pendant toute la durée du contrat, les biens en parfait état de fonctionnement et d'exploitation.

Par nettoyage, il est entendu toutes les opérations permettant de garantir l'hygiène et la propreté des installations et de leurs abords. Ces opérations sont mises en œuvre par le concessionnaire aussi souvent que nécessaire.

Par entretien courant, il est entendu toutes les opérations permettant d'assurer le maintien en état de fonctionnement des installations jusqu'au moment où leur vétusté ou une défaillance rend nécessaires des travaux de gros entretien ou de renouvellement.

Les travaux d'entretien courant et de maintenance sont exécutés en dehors des heures d'ouverture aux utilisateurs ou, à défaut, à la condition qu'il n'en résulte pas de perturbations pour la qualité du service et le confort des usagers. Sauf nécessité impérieuse, il n'y a pas d'interruption d'exploitation pour réaliser les opérations d'entretien courant et de maintenance.

6.4 - Amélioration et modernisation

Le concessionnaire est libre de proposer à l'autorité concédante tout axe d'amélioration ou modernisation, afin d'accroître le niveau de performance des biens et d'améliorer le niveau du service rendu aux usagers.

Par conséquent, si à l'occasion des opérations de gros entretien et de renouvellement lui incombant le concessionnaire se trouve amené à remplacer dans son ensemble un bien important, il doit au préalable en informer l'autorité concédante. Dans ce cas, il présente pour chaque mesure envisagée :

- la solution proposée ;
- l'estimation financière ;
- les modalités de son financement (avec le cas échéant l'incidence sur les tarifs) ;
- les délais nécessaires à sa mise en œuvre.

L'autorité concédante examine alors l'intérêt qu'il peut y avoir, compte tenu des évolutions techniques ou réglementaires, à substituer au matériel ou appareil existant un matériel ou appareil mieux adapté, notamment par son principe de fonctionnement, à la poursuite de l'exploitation, non seulement jusqu'à la fin du contrat de concession, mais également au-delà de la date de son expiration.

En cas d'accord, un avenant fixe les conditions de participation éventuelle de l'autorité concédante à ces dépenses, la part du coût correspondant à un renouvellement à l'identique restant à la charge du

concessionnaire.

Le bénéficiaire ne pourra procéder à une quelconque modification de l'aménagement intérieur, des installations techniques et des abords extérieurs sans solliciter au préalable par écrit l'accord du centre hospitalier.

Si des travaux d'aménagement complémentaires des espaces étaient accordés, ceux-ci seraient à la charge exclusive du bénéficiaire.

6.5 - Mise en conformité

Lorsque des ouvrages ou équipements nécessitent d'être en conformité avec une réglementation spécifique, le concessionnaire est tenu de les exploiter dans des conditions réglementaires.

Par conséquent, lorsque le concessionnaire constate que les ouvrages, équipements et installations ne permettent plus de respecter les règlements techniques et administratifs publiés postérieurement à la date de prise d'effet du présent contrat, le concessionnaire en informe l'autorité concédante dans les meilleurs délais. Il lui adresse à cet effet un rapport détaillé analysant la situation et proposant les mesures qui permettent de se conformer aux nouvelles dispositions.

Les dépenses engendrées à ce titre sont à la charge du concessionnaire.

7 - Conditions financières et fiscales

7.1 - Rémunération du concessionnaire

Le présent contrat transfère au concessionnaire un risque lié à l'exploitation du service. Sa rémunération est principalement constituée par le produit des ressources que procure son exploitation.

Le concessionnaire est donc autorisé à percevoir les recettes des tarifs appliqués aux usagers, dans les conditions et limites définies au présent contrat.

7.2 - Charges d'exploitation

Le concessionnaire supporte les charges et frais d'exploitation suivants :

La redevance versée par le concessionnaire couvre les dépenses de fonctionnement liées à l'exploitation (eau, électricité,...). L'abonnement téléphonique reste à la charge du concessionnaire.

Tous les impôts ou taxes établis par l'État, les collectivités territoriales ou leurs établissements publics, y compris les impôts relatifs aux immeubles du service et à la TVA grevant les achats seront à la charge exclusive du concessionnaire.

7.3 - Evolution des tarifs

Les tarifs sont réputés établis sur la base des conditions économiques du 1er jour du mois de calendrier qui précède celui de la signature de l'offre finale par le concessionnaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les tarifs sont ajustables annuellement. La première année les tarifs restent fermes.

Clause limitative dite " de butoir "

L'évolution du tarif sera limitée à une augmentation de 2,00 % maximum par an. La hausse ne pourra pas excéder 2% sauf accord entre les parties sur justificatifs. Cela fera l'objet d'un avenant

Le concessionnaire s'engage, sous peine de forclusion, à notifier les nouveaux tarifs à l'autorité concédante avec un préavis de 1 mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

.

Les prix des boissons et articles vendus seront communiqués au préalable au centre hospitalier. Ils sont ensuite révisables à la hausse comme à la baisse sur présentation de justificatifs et après accord du centre hospitalier.

7.4 - Redevances versées à l'autorité concédante

Le concessionnaire verse à l'autorité concédante des redevances dans les conditions suivantes :
En contrepartie du droit d'occupation des dépendances du centre hospitalier, le concessionnaire verse une redevance correspondant à un pourcentage du chiffre d'affaires annuel de l'année « n ». Le taux de redevance figure à l'annexe financière du contrat. Le minimum de redevance annuelle que le concessionnaire s'engage à verser est fixé à 7500 € HT.
Cette somme est facturée annuellement sur la base du chiffre d'affaires réalisé, payable au plus tard le 31 janvier de l'année « n+1 ». Pour l'année 2026, le calcul de cette redevance sera effectué au prorata temporis.

8 - Suivi et contrôle de la concession

8.1 - Rapport annuel d'information à l'autorité concédante

Le concessionnaire produit chaque année un rapport comportant les mentions suivantes :
Un état détaillé et certifié du chiffre d'affaire, ainsi que les volumes de consommation par activité, devront être adressés deux fois par an au Directeur des achats du centre hospitalier.

9 - Responsabilités - Garanties - Assurances

9.1 - Responsabilité de l'autorité concédante

La responsabilité de l'autorité concédante peut être engagée dans les conditions suivantes :
Le centre hospitalier se dégage de toute responsabilité en cas de disparition ou détérioration de matériel ou marchandises dans les locaux mis à la disposition du concessionnaire ainsi qu'en cas d'accidents survenus aux usagers des dits locaux ou aux personnels employés par le concessionnaire.
Les bâtiments du centre hospitalier sont couverts par une police d'assurance contractée par le centre hospitalier. Le concessionnaire doit pour sa part contracter une assurance garantissant sa responsabilité civile en qualité d'exploitant d'une cafétéria et devra transmettre annuellement une attestation de cette assurance au centre hospitalier.
Le concessionnaire doit immédiatement prévenir le centre hospitalier en cas de survenance d'un sinistre.

9.2 - Responsabilité du concessionnaire

Le concessionnaire est responsable de l'exécution des prestations prévues au présent contrat dans les conditions suivantes :
Le concessionnaire est seul responsable de son fait, de celui de son personnel et des biens dont il a la garde, de tout dommage corporel, matériel et immatériel qui en sont la conséquence, ainsi que de toute dégradation survenant à l'occasion de travaux d'aménagement, ou à l'occasion de l'exploitation des espaces occupés et survenant :

- aux biens d'équipement, matériels et marchandises de toute nature,
- aux personnes physiques notamment usagers clients des espaces.

Le concessionnaire s'oblige à révéler au centre hospitalier toute condamnation qui pourrait être prononcée contre ce dernier au titre de la responsabilité qui lui incombe.
Le concessionnaire s'engage à respecter strictement les règles de sécurité s'imposant aux personnels comme aux visiteurs.
Le concessionnaire doit se conformer à la réglementation en vigueur pour ce qui concerne sa profession. Il lui appartient d'obtenir les autorisations nécessaires et d'accomplir lui-même toutes les formalités administratives de telle sorte que le concédant ne puisse jamais être inquiété à ce sujet.

9.3 - Assurances

9.3.1 - Obligation d'assurance

Le concessionnaire souscrit tout au long de la durée de la concession, auprès d'une ou de plusieurs compagnies d'assurances notoirement solvables, l'ensemble des polices d'assurances exigées au titre de l'exécution des obligations qui lui incombent afin de garantir la couverture des risques inhérents à ses obligations. Il est convenu que les compagnies d'assurance auront communication des termes spécifiques du présent contrat afin de rédiger les garanties en conséquence.

Le concessionnaire fait son affaire de tous les risques et litiges pouvant survenir du fait de l'exécution du service et/ou l'exploitation des ouvrages/équipements. Il est seul responsable vis-à-vis de l'autorité concédante, des usagers, de son personnel et des tiers de tous accidents, dégâts et dommages en résultant.

Dans ce cadre, le concessionnaire est tenu de souscrire le(s) assurance(s) suivante(s) :

- Assurance au titre de la responsabilité civile garantissant les usagers, le personnel et les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des activités concédées et des activités annexes

Le concessionnaire est seul responsable de sa propre carence en matière de souscription des assurances liées aux activités entrant dans le champ du présent contrat, d'insuffisance des montants garantis au vu de la valeur des biens de la concession ou du paiement des cotisations afférentes.

Toutes les polices d'assurances devront inclure précisément une clause générale et totale de renonciation à recours contre l'autorité concédante, sauf en cas de faute exclusive et intentionnelle de celle-ci.

En cas de mise en régie provisoire ou résiliation avant la fin de la concession, les contrats d'assurance seront transmis de plein droit à l'autorité concédante sans que l'assureur ne puisse y faire objection. Ils comportent obligatoirement une clause réservant expressément à l'autorité concédante la faculté de se substituer au concessionnaire en fin de concession, aux mêmes conditions.

9.3.2 - Information de l'autorité concédante

Le concessionnaire doit justifier auprès de l'autorité concédante, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du contrat de concession et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation correspondant aux polices d'assurances souscrites et établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Il doit également justifier du paiement régulier des primes.

Toute modification du niveau des garanties doit faire l'objet d'une communication préalable à l'autorité concédante. Les éventuels avenants aux contrats d'assurance ne peuvent avoir pour effet de réduire l'étendue des garanties dans leur portée ainsi que leur montant sans recevoir l'accord exprès de l'autorité concédante.

Il appartient au concessionnaire de signaler à l'autorité concédante, tout désordre ou sinistre relatif aux ouvrages, équipements et matériels pendant la durée du contrat de concession.

Le concessionnaire transmet chaque année à l'autorité concédante, dans le cadre de l'envoi du rapport annuel, ou à tout moment sur demande, les attestations d'assurances correspondantes aux polices d'assurance mentionnées au présent article. L'absence de transmission de ces documents, à compter de l'expiration du premier jour de chaque échéance annuelle, constitue une faute, sanctionnée par l'application d'une pénalité.

10 - Sanctions

10.1 - Pénalités

Faute par le concessionnaire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent contrat, et sans préjudice des sanctions coercitives ou résolutoires applicables, des pénalités peuvent lui être infligées par l'autorité concédante. Les pénalités ne s'appliquent pas lorsque le retard ou le manquement est dû à un manquement de l'autorité concédante.

Les pénalités courent, sans mise en demeure, à compter de la constatation du fait générateur. Elles sont exigibles de plein droit à compter du jour suivant l'expiration du délai imparti au concessionnaire pour satisfaire à ses obligations.

Le versement des pénalités au profit de l'autorité concédante doit être effectué dans un délai de 15 jours à compter de la réception du titre de recette notifié au concessionnaire. Toute somme non versée dans le délai imparti donne lieu, de plein droit et sans mise en demeure, au paiement d'intérêts moratoires calculés au taux d'intérêt légal majoré de deux points.

Les pénalités prévues au présent contrat sont les suivantes :

- fermeture :

En cas d'interruption totale du service, le concessionnaire devra 500 € HT par jour calendaire d'interruption.

En cas d'interruption partielle, le concessionnaire devra 200 € HT par jour calendaire d'interruption :

10.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si Le concessionnaire ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'autorité concédante applique une pénalité correspondant à 10,00 % des excédents bruts d'exploitation.

10.3 - Mesures d'urgence

L'autorité concédante peut, en cas de carence grave du concessionnaire ou de menace pour la santé ou la sécurité publique, prendre d'urgence toute décision adaptée à la situation, y compris l'arrêt temporaire du service.

Les conséquences financières de ces décisions sont à la charge du concessionnaire, sauf force majeure, destruction totale des ouvrages, ou retard imputable à l'autorité concédante.

10.4 - Déchéance

En cas de faute d'une particulière gravité, l'autorité concédante peut prononcer la déchéance du concessionnaire et résilier le contrat de concession à ses torts exclusifs, notamment dans les cas suivants :

- Fraude, malversation ou délit de la part du concessionnaire ;
- Inobservation ou transgression grave et répétée des dispositions du présent contrat ;
- Dissimulation ou falsification d'informations devant être communiquées à l'autorité concédante ;
- Interruption totale du service ne résultant pas d'un cas de force majeure ou d'un fait de grève externe au concessionnaire ;
- Sécurité compromise du fait du concessionnaire par défaut d'entretien des ouvrages, équipements et matériels dans les conditions définies par la réglementation en vigueur et les dispositions du présent contrat ;
- Cession totale ou partielle du bénéfice du présent contrat sans autorisation préalable de l'autorité concédante.

Sont considérés comme exonérateurs, les cas de force majeure ou le fait de grève externe au concessionnaire, lorsque celui-ci justifie être dans l'impossibilité absolue d'exécuter sa mission dans le respect des dispositions du présent contrat.

Le concessionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation spécifique au prononcé de la mesure de

déchéance. Il pourra en revanche obtenir le remboursement des dépenses d'investissement qu'il a effectuées et relatives aux biens nécessaires ou indispensables à l'exécution du contrat de concession, à leur valeur non amortie et évaluée à la date à laquelle ces biens font retour à l'autorité concédante.

La déchéance est prononcée après mise en demeure adressée au concessionnaire et restée sans effet dans un délai de 1 mois. Elle prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification au concessionnaire.

Lorsque le manquement du concessionnaire présente un caractère irréversible, la déchéance peut être prononcée sans mise en demeure préalable.

Sauf cas de force majeure dûment constaté, en cas de faute d'une particulière gravité ou de manquements graves et répétés du concessionnaire à ses obligations contractuelles, notamment en cas d'interruption totale et prolongée du service pendant plus de trente jours, Le centre hospitalier, pourra prononcer lui-même la déchéance du concessionnaire.

Cette mesure devra être précédée d'une mise en demeure dûment motivée, notifiée par la Direction Générale du centre hospitalier et restée sans effet dans un délai d'un mois.

Le concessionnaire peut présenter toutes observations écrites et demander à être entendu sur les motifs de la mise en demeure.

L'ensemble des conséquences de la déchéance sera supporté par le concessionnaire, sauf paiement de la valeur non amortie des biens immobiliers et mobiliers dont il est propriétaire.

11 - Résiliation du contrat

11.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général

L'autorité concédante peut, à tout moment, mettre fin à l'exécution du contrat de concession pour motif d'intérêt général. Sauf urgence, la résiliation ne prend effet qu'au terme d'un délai minimum de 6 mois à compter de la date de sa notification au concessionnaire.

La résiliation pour motif d'intérêt général ouvre droit à une indemnisation du préjudice subi, conformément aux dispositions de de l'article L. 3136-10 du Code de la commande publique.

Le concessionnaire est indemnisé du préjudice subi à raison du retour anticipé des biens, à titre gratuit, dans le patrimoine de l'autorité concédante, lorsqu'ils n'ont pas été totalement amortis. L'indemnité est calculée dans les conditions suivantes :

- Lorsque l'amortissement de ces biens a été calculé sur la base d'une durée d'utilisation inférieure à la durée du contrat, l'indemnité est égale à la valeur nette comptable des biens ;
- Lorsque l'amortissement de ces biens a été calculé sur la base d'une durée d'utilisation supérieure à la durée du contrat, l'indemnité est égale à la valeur nette comptable des biens telle qu'elle résulterait de leur amortissement sur la durée du contrat.

Le centre hospitalier pourra mettre fin au contrat avant son terme normal pour un motif d'intérêt général. Cette décision ne pourra prendre effet qu'après un délai de six (6) mois à compter de sa notification, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au lieu du domicile du concessionnaire. Dans ce cas, le concessionnaire pourra prétendre à une indemnisation.

Le montant des indemnités sera établi sur les éléments suivants :

- part non amortie des investissements, soit la Valeur Nette Comptable, relatifs aux équipements et aux matériels à la charge du concessionnaire à la date de la résiliation ; l'amortissement pratiqué sur chaque bien sera linéaire et calculé sur une durée correspondant aux usages dans la profession,
- autres frais et charges engagés par le concessionnaire pour assurer l'exécution du présent contrat pour la partie non couverte à la date de prise d'effet de la résiliation,
- montant des pénalités liées à la résiliation anticipée de contrats (prêts, locations, etc.),
- frais liés à la rupture des contrats de travail qui devraient nécessairement être rompus à la suite de cette résiliation, dans le cas où la poursuite de ces contrats ne pourrait être prévue chez le nouveau Concessionnaire.

En cas de désaccord entre les parties sur le montant des indemnités, le Tribunal Administratif de Caen sera seul compétent.

11.2 - Résiliation en cas de dissolution, redressement et liquidation judiciaire

En cas de dissolution du concessionnaire, l'autorité concédante peut prononcer la résiliation de plein droit du contrat, dès la date de publication de la dissolution au Registre du Commerce et des Sociétés, sans attendre que les procédures engagées aient abouti.

En cas de redressement judiciaire du concessionnaire, l'autorité concédante peut prononcer la résiliation de plein droit du contrat si, après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du concessionnaire ou si la mise en demeure reste sans réponse pendant plus d'un mois.

En cas de liquidation judiciaire du concessionnaire, la résiliation intervient automatiquement de plein droit le jour suivant le jugement correspondant.

L'ensemble de ces mesures de résiliation pourront être appliquées sans que le concessionnaire puisse prétendre à une quelconque indemnité, à l'exception de l'indemnisation liée au retour anticipé des biens, et sans préjudice d'éventuels dommages-intérêts au profit de l'autorité concédante.

En cas de dissolution de la personne morale du concessionnaire, le centre hospitalier pourra prononcer la déchéance sans attendre que la procédure engagée ait abouti (notamment la clôture de la liquidation amiable). Cette déchéance pourra donc intervenir de plein droit, dès la date de dissolution publiée au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS), et sans que le concessionnaire puisse prétendre à une quelconque indemnité.

En cas de redressement judiciaire du concessionnaire, la déchéance pourra être prononcée si l'administrateur judiciaire ne demande pas la continuation de la délégation dans le mois suivant la date du jugement.

En cas de liquidation de la personne morale, la déchéance interviendra automatiquement et de plein droit dans le mois suivant le jugement. Cette déchéance interviendra de plein droit sans que le concessionnaire ou l'administrateur puisse prétendre à une quelconque indemnité.

11.3 - Résiliation pour force majeure

La force majeure est caractérisée par la survenance d'un événement extérieur aux parties, imprévisible dans sa survenance, et irrésistible dans ses effets.

Aucune des parties n'encourt de responsabilité ou de sanction pour n'avoir pas exécuté ou avoir exécuté avec retard une de ses obligations dès lors qu'un tel manquement ou retard résulte d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure.

La partie qui invoque la force majeure prend, dans les meilleurs délais, toutes les mesures envisageables pour en atténuer l'impact sur l'exécution de ses obligations contractuelles.

La partie qui, par action ou omission, aurait sérieusement aggravé les conséquences d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure n'est fondée à l'invoquer que dans la limite des effets que l'événement aurait provoqués si cette action ou omission n'avait pas eu lieu.

Lorsqu'un événement de force majeure se prolonge au-delà d'une période de 4 mois, la résiliation du contrat peut être prononcée par l'autorité concédante.

La résiliation pour force majeure entraîne l'indemnisation du concessionnaire dans les mêmes conditions que la résiliation pour motif d'intérêt général.

En cas de cessation d'activité, le concessionnaire devra en tenir informée le centre hospitalier quatre (4) mois avant le terme par lettre recommandée avec accusé de réception.

11.4 - Autres cas de résiliation

Le contrat de concession peut également être résilié dans les cas suivants :
aucun cas

12 - Fin du contrat

12.1 - Faits générateurs

Le présent contrat prend fin dans les cas suivants :

- à la date de son échéance ;
- en cas de résiliation pour faute ;
- en cas de résiliation pour motif d'intérêt général ;
- en cas de dissolution, redressement ou liquidation judiciaire du concessionnaire ;
- en cas de résiliation pour force majeure prolongée ;
- en cas de résiliation juridictionnelle ou par voie de conséquence ;
- pour tout autre cas de résiliation prévu au contrat.

Quel que soit le fait générateur de la fin du contrat, le concessionnaire s'engage à :

- fournir tout document ou renseignement de nature à permettre à l'autorité concédante de lancer une nouvelle consultation afin d'assurer la poursuite de l'objet du présent contrat ;
- se rapprocher de l'autorité concédante afin d'examiner la situation des personnels affectés à l'exploitation du service, pour l'application des dispositions de l'article L. 1224-1 du Code du travail.

La concession prendra fin :

- par expiration à la date convenue,
- à titre de sanction, en cas de déchéance du concessionnaire,
- en cas de dissolution ou redressement judiciaire ou liquidation du concessionnaire,
- par décision unilatérale du centre hospitalier pour un motif d'intérêt général,

12.2 - Continuité du service en fin de contrat

L'autorité concédante a la faculté, sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour le concessionnaire, de prendre toutes mesures pour assurer la continuité du service, en réduisant autant que possible la gêne qui en résulte pour le concessionnaire.

D'une manière générale, l'autorité concédante peut prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter le changement d'exploitant.

Au plus tard 6 mois avant la date d'expiration du présent contrat, ou dans les meilleurs délais à compter de la date de notification de la décision de résiliation, le concessionnaire remet à l'autorité concédante une liste de tous les contrats d'approvisionnement, de fournitures, de location ou de services (électricité, téléphone, matériel d'exploitation, etc.) qui détaille les éléments principaux de chaque contrat (objet, fournisseur, conditions financières) afin de permettre à l'autorité concédante ou au nouvel exploitant d'en obtenir le transfert ou la résiliation suite à la fin du présent contrat.

L'autorité concédante, ou le nouvel exploitant qu'elle aura désigné, se trouvent subrogés dans les droits et obligations du concessionnaire à la date d'expiration du présent contrat, sauf pour les factures émises par le concessionnaire et les réclamations des usagers.

Le concessionnaire maintient un fonctionnement habituel de l'exploitation jusqu'à l'expiration de la concession. En outre, le concessionnaire s'engage à ne pas prendre, l'année précédant la fin du présent contrat ou le cas échéant dès notification de sa fin anticipée, de décision ou ensemble de décisions qui soit de nature à affecter substantiellement les conditions techniques, économiques et financières du

service dont l'exploitation lui est confiée, ainsi que le personnel affecté à la concession, sans l'accord préalable écrit de l'autorité concédante.

12.3 - Personnel du concessionnaire

En cas de cessation ou de reprise de la concession par l'autorité concédante ou par un nouvel exploitant, il est fait application des dispositions des articles L. 1224-1 et suivants du Code du travail.

En cas de résiliation ou à l'expiration du présent contrat, l'autorité concédante et le concessionnaire se rapprochent pour examiner la situation des personnels concernés.

Au plus tard 12 mois avant la date d'expiration du présent contrat, ou dans les meilleurs délais à compter de la date de notification de la décision de résiliation, le concessionnaire communique à l'autorité concédante une liste non nominative des personnels susceptibles d'être repris par elle ou par le nouvel exploitant qu'elle aura désigné.

Cette liste mentionne la rémunération, la qualification, l'ancienneté, la fiche de poste, l'existence éventuelle, dans le contrat ou le statut, d'une clause ou d'une disposition pouvant empêcher le transfert de l'intéressé à un autre exploitant, et plus généralement toute indication concernant l'aptitude des personnels susceptibles d'être ainsi repris. A compter de cette communication, le concessionnaire informe l'autorité concédante, dans les plus brefs délais, de toute évolution affectant cette liste.

Toute embauche supplémentaire de personnel dans les douze mois précédant le terme de la délégation doit être dûment justifiée.

L'ensemble des informations prévues par le présent article peuvent être communiquées aux candidats admis à présenter une offre dans le cadre de l'éventuelle procédure de renouvellement de la concession.

L'autorité concédante n'est pas concernée par les litiges pouvant survenir entre le concessionnaire sortant et le concessionnaire entrant au sujet du personnel.

En cas d'arrêt pur et simple de l'exploitation ou de modification importante de l'entité économique autonome telle que définie par les textes en vigueur et la jurisprudence, il ne peut y avoir de reprise du personnel.

13 - Dispositions diverses

13.1 - Règlement des litiges et langues

Les contestations qui s'élèvent entre l'autorité concédante et le concessionnaire, au sujet du présent contrat ou de ses annexes, sont soumises au tribunal administratif dans le ressort duquel se trouve le siège de l'autorité concédante.

Préalablement à tout recours contentieux, les contestations peuvent être portées par la partie la plus diligente devant un tiers choisi d'un commun accord qui s'efforce de concilier les parties.

Par ailleurs, toute correspondance relative à l'exécution du présent contrat est rédigée en langue française ou accompagnée d'une traduction en langue française.

13.2 - Notification, élection de domicile

Pour l'exécution du présent contrat, les parties font élection de domicile aux adresses suivantes :

- Pour l'autorité concédante, à l'adresse indiquée en page de garde ;
- Pour le concessionnaire, à l'adresse indiquée en tête du présent contrat.

Toute notification au concessionnaire d'une décision ou information qui fait courir un délai est, sauf stipulation contraire expresse, réalisée par tout moyen propre à ce que le concessionnaire en accuse réception de manière certaine (lettre recommandée avec accusé de réception, échange dématérialisé

permettant d'attester la date et l'heure de réception de la décision ou de l'information).

En cas de changement de domiciliation du concessionnaire, et à défaut pour lui de l'avoir signifié par lettre recommandée (physique ou électronique) avec accusé de réception, il est expressément convenu que toute délivrance sera valablement faite si elle l'a été au domicile susvisé.

13.3 - Traitement des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, l'autorité concédante a la qualité de "responsable de traitement", et le concessionnaire celle de "sous-traitant" du responsable de traitement.

Le concessionnaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

14 - Pièces annexes

Les pièces suivantes sont annexées au présent contrat : annexe financière

15 - Signature

Fait à Saint Lô, en exemplaires originaux, le

Pour l'autorité concédante

Pour le concessionnaire